

# 11 septembre 2005

## Marche Pérouse-Assise pour la justice et la paix

Bannissons la misère et la guerre. Réapproprions-nous l'Onu.  
Je le veux. Tu le veux. Nous le pouvons.

# APPEL

Du 14 au 16 septembre 2005, les Chefs d'Etat du monde entier se réuniront à New York pour décider, à cinq ans de la Déclaration du Millénaire, quels nouveaux engagements prendre pour améliorer la vie sur la planète, lutter contre la pauvreté, promouvoir la paix et la sécurité, défendre les droits humains et l'environnement, réformer l'Onu. Agenda trop important pour être abandonné aux mains des gouvernements eux-mêmes qui, en bonne partie, sont responsables des conditions dramatiques dans lesquelles se trouve l'humanité et de la grave crise des Nations Unies. **Pour ce faire, nous invitons tous, jeunes filles et jeunes gens, hommes et femmes, mouvements et organisations de la société civile, Communes, Provinces et Régions à participer à la Marche Pérouse-Assise pour la justice et la paix qui se déroulera dimanche 11 septembre.** Une fois encore, ils ont promis mais n'ont pas tenu leurs promesses. Ne gardons pas le silence ! Ils pouvaient sauver la vie de centaines de millions de personnes. Nous devons les contraindre à le faire maintenant !

Viens, toi aussi, mets un tee-shirt blanc. Ensemble, nous créerons la bande blanche vivante la plus longue du monde. Une bande blanche (symbole de l'engagement mondial contre la pauvreté) porteuse d'un message clair : **bannissons la misère et la guerre. Réapproprions-nous l'Onu. Je le veux. Tu le veux. Nous le pouvons.**

\* \* \*

Le monde est toujours plus affamé, plus désespéré, plus violent et plus violé. La misère, les maladies, les inégalités et l'injustice qui les alimente ne font que croître. L'exploitation et la spoliation des pays riches exercées au détriment des pays les plus pauvres augmentent elles aussi. La dégradation environnementale et la compétition pour s'approprier des ressources naturelles augmentent. Avec la mondialisation, la criminalité internationale augmente. L'illégalité et l'impunité augmentent. Les trafics de drogues, de déchets toxiques, d'êtres humains, d'armes légères et lourdes augmentent également. La guerre, l'utilisation de la force militaire sont revenus au centre des relations internationales. Même si dans le monde entier on affirme sans cesse l'idée de la sécurité humaine, des doctrines militaristes de sécurité nationale ne cessent de s'imposer. La course au réarmement a repris et avec elle les dépenses militaires ne cessent d'augmenter. Les actes de terrorisme se multiplient et sèment l'angoisse et le désespoir. En même temps, la soi-disant « guerre contre le terrorisme » engendre de nouveaux conflits, des horreurs et

des violations des droits humains. Les Seigneurs de la guerre et du terrorisme ont transformé l'information en un champ de bataille : pour imposer leur propre agenda et leur volonté, ils recourent au mensonge, déforment la réalité, faussent les faits et la vérité. La lutte contre le terrorisme est en train de détourner l'attention et les ressources du monde des causes principales d'instabilité, comme la pauvreté, les maladies infectieuses, la dégradation de l'environnement et la crise des ressources naturelles.

Il y aurait besoin de l'Onu mais l'Onu est attaquée, de plus en plus affaiblie, délégitimée et marginalisée. Ses pouvoirs, ses ressources et ses fonctions ont été dramatiquement réduites. L'unilatéralisme des plus forts et une mondialisation incontrôlée sont en train de mettre à l'écart l'unique « maison commune » de l'humanité. En même temps, des décisions politiques et économiques importantes continuent à être prises à des niveaux et dans le cadre d'institutions internationales privées des principes nécessaires, des valeurs, de la légitimation et du contrôle démocratique. Souvent, les gouvernements qui contrôlent et gèrent l'Onu ne tiennent même pas les engagements politiques et économiques qu'ils ont volontairement souscrits (comme c'est le cas pour les Objectifs de Développement du Millénaire) ; ils violent les droits humains et les principes mêmes de la légalité et de la démocratie internationale qu'ils proclament dans leurs discours et dans leurs résolutions ; ils procèdent à la gestion des affaires internationales sans tenir aucun compte des propositions que la société civile mondiale continue à avancer. Certains vont même jusqu'à tenter, ouvertement, d'imposer à l'Onu la doctrine de la guerre préventive.

Des millions de personnes et des milliers d'organisations de la société civile et des entités locales sont engagés dans le monde entier pour dénoncer, arrêter et inverser ces processus. Malgré la surdité et l'opposition de nombreux gouvernements et de pouvoirs économiques, leurs luttes et leur travail quotidien et constant sont en train d'ériger une digue contre le désordre international, en favorisant la rencontre de civilisations, en jetant les bases d'une nouvelle citoyenneté planétaire, en promouvant une économie de justice et la démocratie, en défendant les droits humains, les biens communs et l'environnement.

A leur côté, dimanche 11 septembre 2005, nous renouvelons notre engagement concret pour la justice et la paix, pour construire un nouveau monde plus juste, pacifique et démocratique pour tous. **Je le veux. Tu le veux. Nous le pouvons.**

\* \* \*

### **Bannissons la misère.**

Il n'y a plus d'excuses. La misère n'est pas un phénomène naturel mais la plus cruelle des injustices. Elle croît dans une économie organisée pour le profit d'un petit nombre, et non pas pour le bien-être de tous, qui met le marché au-dessus des personnes et privilégie la compétition sauvage plutôt que la coopération, les profits rendus possibles par les disparités plutôt que la réduction de celles-ci ; les rentes financières et les gains spéculatifs plutôt que la production ; la croissance quantitative de l'économie plutôt que la qualité et la distribution des biens et des services ; l'exploitation de la nature et de l'environnement plutôt que leur protection. Les pauvres sont la majorité sur la terre et la misère les tue à chaque instant, même quand les armes se taisent. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme reconnaît à tous le droit à un niveau de vie digne ; le droit à la nourriture, aux vêtements, à la santé, aux soins médicaux, au logement, à l'instruction, au travail. La misère est la violation la plus grande et la plus étendue des droits de l'homme. Voilà pourquoi elle doit être mise au ban. Eradiquer la misère est possible et doit être le premier engagement de tous les politiques et de toutes les institutions. Les ressources et les connaissances pour ce faire ne manquent pas. Atteindre les objectifs de développement du Millénaire n'est pas un choix facultatif : c'est le minimum que l'on puisse faire pour commencer à rembourser notre dette de justice avec le monde et pour mettre un frein à l'instabilité internationale croissante. Aucune armée, aucun mur, aucun fossé ne pourront

garantir notre sécurité si, autour de nous, nous continuons à laisser croître misère et désespoir. Toujours davantage notre paix et notre sécurité dépendent non pas de nos muscles ou de notre bon cœur mais de notre engagement en faveur de la justice, de l'élimination des causes et des institutions de l'injustice.

### **Bannissons la guerre.**

La guerre est interdite par la Charte des Nations Unies, par le droit international, par la morale et, à la lumière de l'histoire dramatique de ces dernières années, même par un sain réalisme. La guerre n'a aucun sens dès lors qu'il est clair désormais que même une guerre gagnée ne met pas fin au conflit qu'elle voulait résoudre : elle le rouvre sous des formes chaque fois plus terribles. Aucune des guerres entreprises depuis la fin de la guerre froide, au titre de motivations les plus diverses, ne peut se dire achevée. Quel que soit le nom qu'on lui donne, juste, humanitaire, préventive, inévitable : le résultat ne change pas. La guerre ne résout pas les problèmes : elle les complique. La défense des droits humains, des personnes et des peuples que nous avons l'obligation d'assurer réclame bien d'autres instruments, d'autres délais et d'autres modalités. Personne ne peut se permettre de l'instrumentaliser au profit de ses propres intérêts. S'il est vrai que la liberté et la justice ne se conquièrent pas avec le terrorisme, il est tout aussi vrai que le terrorisme ne se vainc pas avec les bombes. Pour ce faire, avec les parents des victimes du 11 septembre, nous dénonçons la prétention absurde de ceux qui affirment vouloir mettre fin à la violence par d'autre violence. La guerre est une fausse réponse, inefficace, illégale, dangereuse et elle doit être bannie. Nous devons le crier tous ensemble : jamais plus de guerre, jamais plus de terrorisme, jamais plus de violence.

### **Réapproprions-nous l'Onu.**

L'avenir de l'Onu nous concerne tous. Il n'y a pas de droits humains sans institutions internationales, démocratiques et indépendantes, capables de les faire respecter. L'Onu se porte mal mais si elle n'existait pas nous devrions l'inventer. Les responsables de sa crise profonde portent les prénoms et les noms des gouvernements qui la contrôlent. L'Onu dont nous avons besoin doit être plus forte et plus démocratique, transparente et vécue, ouverte à la collaboration permanente avec la société civile mondiale, avec les Collectivités locales et avec les Parlements, capable de prévenir l'éclatement de nouveaux conflits armés et de promouvoir le désarmement, engagée pour défendre le droit international des droits humains et pour bannir la guerre, décidée à reconquérir une centralité politique dans le domaine social, environnemental et économique (les trois piliers fondamentaux du concept de développement durable), engagée en un mot à promouvoir vraiment « tous les droits humains pour tous ». A soixante ans de sa fondation, après plus de quinze ans de débats, de groupes de travail, de comités de sages, de rapports et de recommandations, il faut bien reconnaître **qu'aucune réforme positive des Nations Unies ne sera possible sans une forte pression de la société civile mondiale.** L'année 2005 doit être l'année où démarre une grande mobilisation pour sauver, démocratiser et renforcer les Nations Unies et, plus généralement, pour construire un nouvel ordre mondial pacifique, juste et démocratique. La convocation d'une « Convention universelle pour la démocratisation et le renforcement des Nations Unies » peuvent être le premier objectif concret. Nous devons nous réemparer de l'Onu. Elle est à nous. Elle appartient au peuple. A tous les peuples.

\* \* \*

### **Repartons de l'Italie.**

L'Italie occupe une place importante dans le monde. Au nom de ses valeurs, de sa Constitution, de la vocation européenne qu'elle partage, de la culture qu'elle protège, de la société civile qui l'enrichit, elle pourrait faire des choses importantes pour elle-même et une grande partie de l'humanité. Et en revanche, depuis longtemps, notre pays est devenu un problème pour le monde. Sa crédibilité internationale est au minimum historique. Il est

scandaleux que l'Italie, à cause des réductions incessantes des fonds destinés à la coopération internationale, soit tombée à la dernière place dans la classification des pays donateurs en Europe et en Occident. Tout aussi scandaleuse est la façon dont les maigres fonds disponibles sont gérés, le non-effacement de la dette des pays appauvris, l'adhésion du gouvernement italien à la doctrine de la guerre préventive, la violation répétée de la Constitution et de son article 11, les obstacles dressés contre la construction d'une politique européenne de paix, l'augmentation incessante des dépenses militaires, le coup brutal porté à la loi pour le contrôle du commerce des armes, l'attitude lourde de graves conséquences prise vis-à-vis des réfugiés et des immigrés ... Tout ceci est encore plus insupportable si l'on considère que la plupart des Italiens a donné la démonstration incessante et claire d'avoir des principes et des orientations bien différents sur la lutte contre la misère, la guerre, la coopération, la justice et la démocratie internationale.

Un changement radical s'impose, avec urgence. Certains pays européens ont déjà changé de direction. Pourquoi l'Italie ne devrait-elle pas le faire ? Les conséquences des inégalités et des tensions internationales croissantes n'épargnent pas notre pays. Ce que nous n'investissons pas aujourd'hui dans la prévention et dans la justice nous le payerons au centuple demain pour faire face à l'insécurité et à l'instabilité.

Voilà pourquoi, dimanche 11 septembre, à la veille du sommet des Nations Unies, à l'occasion de la journée mondiale de la mobilisation contre la pauvreté, la guerre et l'unilatéralisme lancé par le Forum Social Mondial de Porto Alegre, aux côtés de millions de citoyens du monde entier adhérents à l'Appel mondial à l'action contre la pauvreté, nous marcherons de Pérouse à Assise pour demander, encore une fois, au Gouvernement, au Parlement et à tous les responsables de la politique italienne de :

1. **mettre en œuvre, sans autres excuses, les engagements pris pour éradiquer la pauvreté, pour construire une économie de justice et atteindre, dans les délais fixés, les Objectifs de Développement du Millénaire**, grâce à des politiques et à des mesures durables, cohérentes, transparentes et respectueuses des droits de l'homme, susceptibles de voir l'implication totale des Collectivités locales et de la société civile ;
2. **promouvoir un commerce plus équitable** en modifiant pour ce faire radicalement la politique européenne des subsides pour l'agriculture, en assurant le droit à la souveraineté alimentaire des peuples, en reconnaissant le lien entre producteurs et territoire, en assurant aux producteurs des pays les plus pauvres l'accès à nos marchés, en partageant les fruits de la connaissance globale, en promouvant l'emploi, les droits fondamentaux des travailleurs, la défense de l'environnement et le transfert des technologies durables vers les pays pauvres ;
3. **effacer, sans autres tromperies, la dette étrangère des pays appauvris**, en appliquant sans réserve la loi 209 de l'an 2000, et revoir le système de concession des crédits qui génère des processus insoutenables d'endettement ;
4. **augmenter jusqu'à 0,7% du PIB les ressources destinées à la coopération internationale**, au net des opérations d'effacement de la dette, en établissant un plan sur plusieurs années rapide, clair et efficace, sans imposer aux pays bénéficiaires d'acheter le « made in Italy » ;
5. **définir avec la société civile et les Collectivités locales une nouvelle loi pour mener une politique italienne sérieuse de coopération au développement**, efficace, vécue et cohérente avec les objectifs de développement durable démocratique ;
6. **retirer nos forces armées de l'Irak et de toutes les missions militaires mises en place en violation de l'article 11 de notre Constitution et de la Charte de l'Onu, diminuer**

**les dépenses militaires et le commerce des armes, promouvoir le désarmement et la reconversion de l'industrie de la guerre**, en utilisant les ressources économiques économisées dans la lutte contre la misère et la poursuite des Objectifs de Développement du Millénaire ;

7. **construire une Europe de paix**, autonome et indépendante, décidée à édifier un monde plus juste, pacifique et démocratique, décidée à combattre la pauvreté en promouvant une économie de justice, à répudier la guerre et à repousser tout plan de « guerre infinie », de « choc de civilisations » ou de terrorisme pour construire dans la Méditerranée, dans les Balkans et au Moyen Orient une communauté de paix, à éponger sa dette historique avec l'Afrique et ses peuples ;
8. **sauver, démocratiser et revitaliser l'Onu** en lui rendant la centralité qu'elle doit avoir au sein du système multilatéral en promouvant une Convention Universelle sur l'avenir de l'Onu en ouvrant ses portes à la société civile organisée sous toutes ses diverses expressions, aux Collectivités locales et aux Parlements et en lui assurant les pouvoirs et les ressources nécessaires pour : prévenir les guerres et résoudre pacifiquement les conflits ouverts ; défendre et promouvoir tous les droits humains pour tous et donner toute son efficacité à la justice pénale internationale ; intervenir comme il se doit sur les problèmes de l'environnement, de l'économie mondiale (biens publics globaux, finance, commerce, dette, ...) et promouvoir des règles et des institutions internationales plus justes, démocratiques et transparentes ; promouvoir le désarmement généralisé et la mise au ban de toutes les armes de destruction de masse ;
9. **promouvoir le changement radical du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale, de l'Organisation Mondiale du Commerce** et des autres institutions associées et leur insertion dans le système des Nations Unies de façon à assurer le respect des droits de l'homme, du droit international, des principes et des objectifs de l'Onu ;
10. **promouvoir une information publique plus correcte et plus ample** sur les grands problèmes de notre temps et sur les solutions possibles, sur les objectifs de développement du Millénaire, pour développer l'éducation permanente à la paix et aux droits humains en mobilisant en particulier les ressources, les espaces et les compétences du service public radio-télévisuel.

La Marche Pérouse-Assise du 11 septembre entend rappeler aux gouvernements et aux puissants de la terre que l'ère des promesses est révolue. Le moment est venu de passer aux actes. Ne pas les mettre en œuvre relève de leur responsabilité. La sixième Assemblée de l'Onu des Peuples et la seconde Assemblée de l'Onu des Jeunes, convoquées respectivement à Pérouse et à Terni du 8 au 10 septembre avant la Marche, contribueront à renforcer l'engagement direct de la société civile et des Collectivités locales. Nous ne pouvons pas rester au balcon. Nous ne pouvons pas nous dérober à nos responsabilités. Nous ne pouvons pas nous permettre un autre échec.

**Viens toi aussi, mets un tee-shirt blanc. Ensemble nous créerons la bande blanche vivante la plus longue du monde. Une bande blanche (symbole de l'engagement mondial contre la pauvreté) porteuse d'un message clair : bannissons la misère et la guerre. Réapproprions-nous l'ONU. Je le veux. Tu le veux. Nous le pouvons.**

Pérouse, 2 juillet 2005

Pour adhésions et informations :

**Tavola della Pace**

Via della Viola 1 (06100) Perugia

Tel. 075/5736890 – fax 075/5739337 – e.mail [11settembre@perlapace.it](mailto:11settembre@perlapace.it)

**[www.tavoladellapace.it](http://www.tavoladellapace.it)**